TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE TOULON

N° 1704022, 1704023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ASSOCIATION « BIVIP - BIEN VIVRE EN
PROVENCE »
M. SPYROPOULOS et Mme AUBIN

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Cros
Rapporteur

Le Tribunal administratif de Toulon

(1^{ère} chambre)

M. Riffard
Rapporteur public

Audience du 8 janvier 2019
Lecture du 29 janvier 2019

27-06
68-01-01-01
C

Vu la procédure suivante :

I. Sous le n° 1704022 :

Par une ordonnance n° 415001 du 26 octobre 2017, le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat a attribué au tribunal administratif de Toulon le jugement de la requête de l'association « BIVIP - Bien vivre en Provence », initialement enregistrée le 23 mai 2017 sous le n° 1703772 par le tribunal administratif de Marseille.

Par cette requête et des mémoires enregistrés les 27 octobre 2017, 12 juin 2018 et 26 juin 2018, l'association « BIVIP - Bien vivre en Provence », représentée par Me Ladouari, demande au tribunal :

1°) d'annuler la délibération du 21 mars 2017 par laquelle le conseil municipal de Saint-Marc-Jaumegarde a approuvé le plan local d'urbanisme de la commune ;

2°) d'annuler la délibération du 21 mars 2017 par laquelle le conseil municipal de Saint-Marc-Jaumegarde a approuvé le plan de zonage d'assainissement de la commune ;

3°) de mettre à la charge de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde une somme de 5 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

S'agissant du secteur UDf1p1 :

28. Le plan local d'urbanisme en litige crée un secteur UDf1p1, d'une superficie de 1,4 hectares et situé au lieu-dit domaine de Collongue. Selon le règlement, la zone UD recouvre des « secteurs d'habitat individuels diffus dont la situation au regard des contraintes paysagères et/ou environnementales (présence dominante du couvert forestier) justifie le maintien d'un tissu urbain aéré » et, au sein de cette zone, le secteur UDf1p1 correspond « à [un] secteur de projet spécifique localisé à l'Est de la maison de retraite ». Le secteur UDf1p1, qui jouxte effectivement une maison de retraite sur son côté Ouest, comprend le parc de stationnement de cette dernière ainsi qu'un petit bâtiment. Les indications du rapport de présentation selon lequel il est raccordé aux réseaux collectifs d'eau potable et d'assainissement ne sont pas contestées. Toutefois, ce secteur recouvre pour l'essentiel un espace vierge de construction et densément boisé. Il se situe dans le prolongement immédiat d'un vaste massif forestier classé en zone naturelle Nf1, qui le ceinture sur trois côtés au Nord, à l'Est et Sud. Il constitue ainsi un espace naturel et non un espace urbanisé. En outre, il est soumis à un risque de feu de forêt de niveau exceptionnel à très fort, ainsi qu'il résulte de l'application de l'indice « f1 » et de l'avis émis par la DDTM des Bouches-du-Rhône sur le projet de plan arrêté. Le PADD fixe comme objectifs, au titre de l'orientation n° 4 relative à la préservation des espaces naturels, de « contenir l'urbanisation en privilégiant la densification de l'enveloppe urbanisée et équipée existante » et de « maîtriser les risques » notamment les risques d'incendie. Dans ces conditions, la création du secteur UDf1p1 est entachée d'erreur manifeste d'appréciation.

S'agissant du secteur UDf1p2 :

29. La délibération attaquée approuve la création d'un secteur UDf1p2 situé au Sud-Ouest du territoire communal. Ce secteur correspond à un « secteur de projet spécifique » sans que la nature de ce projet soit précisée. S'il est situé le long de la RD 10 et desservi par les réseaux, ce secteur présente une superficie de 8 hectares pour seulement six maisons principales et des annexes, et recouvre pour le reste des espaces non bâtis densément boisés. Il présente ainsi un caractère essentiellement naturel malgré la présence de cet habitat très diffus. Il se rattache directement au massif forestier du Grand Prignon, classé en zone Nf1, lequel s'étire depuis la RD 10 vers le Sud et fait partie de la trame verte communale. Ce secteur, qui a conservé sa dominante naturelle, n'est pas dans la même situation que la zone d'habitat plus dense classée UCf2 qui longe la RD 10 plus au Sud-Ouest. En outre, le secteur litigieux, indicé « f1 », est soumis à un risque d'incendie de niveau exceptionnel à très fort. Ainsi qu'il a été dit, le PADD vise à contenir l'urbanisation dans l'enveloppe existante et à maîtriser le risque d'incendie. Par suite, les auteurs du plan local d'urbanisme ont commis une erreur manifeste d'appréciation en créant le secteur UDf1p2.

S'agissant de la zone UAf2 :

30. Le plan local d'urbanisme crée une zone UA d'une superficie de 2,1 hectares, correspondant selon le règlement au « cœur de village de Saint-Marc-Jaumegarde », et affectée d'un indice « f2 » marquant l'existence d'un risque de feu de forêt de niveau fort à moyen. Cette zone, qui est directement desservie par la RD 10, recouvre l'actuel centre administratif de la commune et regroupe la quasi-totalité des équipements et services municipaux. Elle comprend

44. Il résulte de tout ce qui précède, d'une part, que la délibération du 21 mars 2017 approuvant le plan local d'urbanisme de Saint-Marc-Jaumegarde doit être annulée seulement en tant qu'elle approuve la création des secteurs Udf1p1 et Udf1p2 et, d'autre part, que les conclusions à fin d'annulation de la délibération du 21 mars 2017 approuvant le plan de zonage d'assainissement de la commune doivent être rejetées.

Sur les frais liés au litige :

45. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de laisser à chaque partie la charge de ses frais d'instance.

DECIDE

Article 1^{er} : La délibération du 21 mars 2017 approuvant le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde est annulée en tant qu'elle approuve la création des secteurs Udf1p1 et Udf1p2.

Article 2 : Le surplus des conclusions des requêtes est rejeté.

Article 3 : Les conclusions présentées par la commune de Saint-Marc-Jaumegarde sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à l'association « BIVIP - Bien vivre en Provence », à M. Alexandre Spyropoulos, à Mme Angélique Aubin née Spyropoulos et à la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Copie en sera adressée au préfet des Bouches-du-Rhône.

Délibéré après l'audience du 8 janvier 2019, à laquelle siégeaient :

M. Privat, président,
M. Bailleux, premier conseiller,
M. Cros, premier conseiller.

Lu en audience publique le 29 janvier 2019.

Le rapporteur,

Signé :

F. CROS

Le président,

Signé :

J-M. PRIVAT

La greffière,

Signé :

M-C. REUX

La République mande et ordonne au préfet des Bouches-du-Rhône en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Pour le greffier en chef,
Et par délégation,
La greffière.